

La Voix de la Paix

Nouvelles et opinions des régions touchées par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC), dans le Soudan du Sud et en Ouganda

Les dirigeants religieux et politiques des régions touchées par la LRA s'expriment

Contenu :

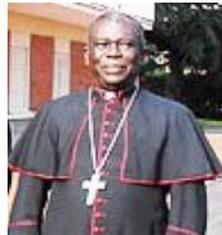
Attaques de la LRA en RCA et en RDC : Rapport de situation régionale, janvier-mars 2014
p.2

Sœur Angélique Namaïka : une femme exceptionnelle qui fait un travail formidable avec les petits orphelins
p.4

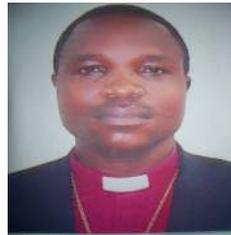
L'ONU s'apprête à envoyer des casques bleus : le défi à relever
p.4

La LRA occupe de nouveaux territoires en RCA et reconstitue ses forces en RDC
p.5

Entretien avec Mgr Richard Domba du diocèse de Dungu-Doruma, en RDC
p.7



Mgr Richard Domba, évêque catholique du diocèse de Dungu-Doruma, RDC



Dr George Ande Titre, évêque anglican du diocèse d'Aru, RDC



Macleod Baker Ochola, évêque à la retraite, Ouganda

L'administration Obama a annoncé le 23 mars 2014 son intention de déployer 150 forces spéciales et avions supplémentaires pour aider le Taskforce régional de l'Union africaine (AU-RTF) à traquer le seigneur de la guerre ougandais Joseph Kony et son Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA).

Personne ne remet en cause ni les atrocités commises par Kony et la LRA, ni la validité d'éliminer ces derniers. Toutefois, les dirigeants politiques et religieux des régions touchées par la LRA expriment des sentiments mitigés face à une approche uniquement militariste pour mettre fin à cette guerre qui dure depuis plus de deux décennies.

Les journalistes de la VdP se sont entretenus avec un certain nombre de personnalités, dont le révérend Macleod Baker, évêque du nord de l'Ouganda ; Ojara Martin Mapenduzi, président LCV du district de Gulu, dans le nord de l'Ouganda ; Richard Domba, évêque catholique du diocèse de Dungu-Doruma, en RDC ; Dr George Ande Titre, évêque anglican du diocèse d'Aru, en RDC ; Charles Kisanga, ministre de l'Information et porte-parole officiel du gouvernement de l'État d'Équatoria-Occidental, dans le Soudan du Sud ; Mgr Samuel Peni de l'Église épiscopale du Soudan du Sud du diocèse de Nzara et Jean Marie Zekpio, Sultan de Rafaï, en RCA.

Interrogés sur la situation actuelle dans leurs pays respectifs, les intervenants l'ont tous décrite comme « fragile et désespérée ». Cette similarité de réponses peut s'expliquer notamment par les derniers conflits qui ont frappé leurs pays respectifs. En Ouganda, la situation demeure assez stable. Mais beaucoup craignent que la montée des tensions dans le Soudan du Sud ne se répercute par-delà la frontière, en Ouganda. Comme l'explique Mgr Macleod Baker Ochola : « La possibilité pour la LRA de devenir une très grande force de

déstabilisation dans la région des Grands Lacs est plus forte que jamais. Cela est dû à la guerre actuelle dans le Soudan du Sud à laquelle se livrent le président Salva Kiir, soutenu par l'Ouganda, d'un côté, et son ancien vice-président Riek Machar, opposé au gouvernement du Soudan du Sud ».

Les dirigeants religieux et politiques régionaux ont appelé leurs gouvernements respectifs à faire davantage d'efforts pour lutter contre la LRA et mettre fin au conflit. Ils les ont également exhortés à une approche unifiée, selon l'adage « l'union fait la force ». Cet appel a été repris dans le Soudan du Sud et en RDC, tandis que les personnes interrogées en RCA ont recommandé un gouvernement et à la population de rester vigilants en raison du grand nombre d'éléments armés dans la société.

Les problèmes à aborder varient d'un pays à l'autre et dépendent de la situation sociale et politique de chacun. En Ouganda, les dirigeants prônent l'apaisement et la réconciliation entre les Ougandais et ceux qui ont été touchés par la LRA, étant donné que celle-ci a commencé ses activités dans le nord du pays.

L'évêque catholique du diocèse de Dungu-Doruma, Richard Domba, et l'évêque anglican du diocèse d'Aru, Dr George Ande Titre, en RDC, préconisent que davantage d'efforts soient faits pour réintégrer les personnes déplacées, favoriser le développement économique, mais aussi responsabiliser les jeunes par la création d'emplois et la reconstruction d'infrastructures telles que des routes, des écoles, des centres médicaux et des marchés. Les dirigeants du Soudan du Sud et de la RCA souhaitent, quant à eux, une approche communautaire pour résoudre leurs problèmes, car c'est, en général, la communauté qui ressent tout le poids de la guerre.

Suite à la page 6

Le rire face à la tragédie

Éditorial du Père Ernest Sugule, Rédacteur en chef



Père Ernest Sugule,
Rédacteur en chef de
la VdP, directeur de
SAIPED

La Voix de la Paix s'intéresse surtout à la menace de la LRA, ainsi qu'aux réponses locales et internationales. Toutefois, d'autres aspects de la situation sécuritaire et politique dans les pays où sévit la LRA, en particulier en RCA, sont estimés comme des facteurs aggravants. Kony profite de la période actuelle d'instabilité de la RCA pour s'installer dans de nouveaux territoires, ce qui rend toute poursuite militaire quasi impossible.

L'une des tactiques de survie de la LRA consiste à pénétrer dans de vastes régions, puis d'y faire pousser des cultures sans attaquer les civils. Le tout presque dans la clandestinité. Les attaques servent essentiellement à se réapprovisionner en attendant que les cultures n'arrivent à maturité. Les combattants de la LRA enlèvent les villageois dans le but principal de leur faire porter les marchandises pillées, et les jeunes garçons et les jeunes filles sont parfois enlevés afin de renforcer les rangs du groupe. C'est ce qu'ont fait les membres de la LRA en 2005, la première fois qu'ils sont arrivés en RDC. Ces derniers reprennent actuellement les mêmes tactiques dans le district du Bas-Uélé, en RDC, où ils auraient mis en place deux camps et feraient pousser des cultures.

C'est dans cet esprit que les dirigeants religieux et politiques régionaux des zones touchées appellent leurs gouvernements respectifs à faire de plus grands efforts pour lutter contre la LRA et reconstruire les régions touchées par Kony et ses rebelles. Ces efforts incluent la réinsertion des retournants et un bon soutien psychosocial, l'amélioration des moyens de subsistance des retournants et des personnes déplacées dans leur propre pays (PDI), mais également la reconstruction des infrastructures telles que les routes, les écoles et les centres médicaux.

Enfin, la Voix de la Paix met l'accent sur le travail d'une femme incroyable : Sœur Angélique Namaika. Disposant de peu de ressource autre que son rire et sa joie communicative, elle a réussi à sauver la vie de 33 enfants orphelins. La plupart ont perdu leur mère suite aux insurrections de la LRA ou à des problèmes inhérents comme le manque d'équipements nécessaires.

Père Ernest Sugule, OSA, est rédacteur-en-chef de la VdP et directeur de l'ONG SAIPED, en RDC.



Charles Kisanga, ministre
de l'Information, État
d'Équatoria-Occidental,
Soudan du Sud

La LRA s'attaque encore aux civils en RCA et en RDC

Rapport de situation régionale, janvier-mars 2014

République démocratique du Congo

Si on croit que la plupart des combattants de la LRA se trouvent encore en RCA, ceux en RDC continuent à attaquer les civils de manière fréquente et violente. Les membres de la LRA auraient effectué respectivement 32 et 21 attaques en février et en mars 2014, faisant 5 morts et des blessés graves. Ils continuent à enlever et à relâcher la plupart des personnes enlevées peu de temps après s'en être servies pour le transport de marchandises volées. Ce n'est que récemment que les rebelles ont recommencé à garder quelques jeunes hommes

et femmes pour renforcer leurs rangs. Ainsi, 21 jeunes ont été enlevés et maintenus en captivité durant le premier trimestre 2014. Les combattants de la LRA pillent principalement des denrées alimentaires, des vêtements et des objets utiles, dont des piles. Pour beaucoup, la montée des attaques pourrait signifier une tentative de la LRA de rassembler et de reconstituer ses forces au Congo. Si tel est le cas, la LRA cherchera probablement à recruter davantage de jeunes par la force et à repousser les civils hors de leurs zones d'activité en recourant à la violence, comme dans le passé.



Ojara Martin Mapenduzi,
Directeur LCV, district de
Gulu, Ouganda du Nord

	RDC			RCA			Soudan du Sud			Ouganda			Total
	J	F	M	J	F	M	J	F	M	J	F	M	
2014													
Attaques	5	32	21	7	3	4	0	0	0	0	0	0	68
Pers. enlevées	12	7	2	7	4	0	0	0	0	0	0	0	32
Pers. tuées	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Pers. déplacées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournants	0	1	0	2	9	2	1	0	0	0	0	0	15

Sources: OCHA, les ONG, les comités de protection locaux, les leaders de la société civile et les chefs coutumiers.

République centrafricaine

Tout en profitant du désordre actuel en RCA, la LRA a bénéficié d'une plus grande liberté de mouvement. Elle a effectué 14 attaques et enlevé 11 personnes au cours du premier trimestre 2014. Deux éléments sont à noter toutefois. Tout d'abord, la LRA s'est déplacée dans de nouvelles zones, y compris les environs de Sam Ouandja, une région riche en diamants dans le nord-est du pays. D'autre part, la RCA demeure le seul pays où les combattants de la LRA font défection en nombre (13 pour le premier trimestre 2014).

Les nouvelles autorités de transition ont du mal à mettre un frein à la violence généralisée, perpétrée par des milices armées. Malgré la présence de 2 000 forces françaises (opération Sangaris) et 6 000 troupes de l'Union africaine (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, MISCA), la situation s'aggrave de jour en jour. Le quotidien est ponctué d'actes terribles de violence. Les milices musulmanes et chrétiennes sont entrées en conflit, et la détérioration de la situation a acquis sa propre dynamique pour atteindre des niveaux importants de souffrance humaine.

Ainsi, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé le 9 avril 2014 d'envoyer 12 000 casques bleus en RCA afin d'accélérer le retour de la sécurité. Mais d'autres aspects permettant d'apporter la paix à ce pays doivent être adoptés en même temps que le travail de terrain. Ces autres activités essentielles comprennent :

- le recrutement, la formation et l'équipement d'une armée nationale moderne pour la RCA, qui puisse défendre et protéger sa souveraineté nationale ;
- le désarmement de tous ceux qui détiennent illégalement des armes dans le pays ;
 - la promotion de la coexistence pacifique entre tous les Centrafricains, indépendamment de leurs appartenances religieuses et politiques, en organisant un dialogue interreligieux ;
- la mise en place d'une commission de vérité ;
- le renforcement du secteur judiciaire afin que celui-ci puisse poursuivre les auteurs présumés de crimes graves ;
- la restauration de l'autorité de l'État et l'obéissance aux institutions étatiques ;
- la création d'un fonds d'indemnisation des victimes.

Soudan du Sud

La situation sécuritaire générale dans le Soudan du Sud demeure fragile. Alors que la guerre entre les forces loyales à l'ancien vice-président Riek Machar et les forces gouvernementales fait rage, l'État d'Équatoria-Occidental jouit d'une paix relative. Néanmoins, certains chasseurs et braconniers affirment avoir vu des empreintes laissées par les

membres de la LRA et avoir rencontré des combattants du groupe dans la brousse, près de la frontière du Congo. Les personnes vivant le long de la frontière vivent ainsi sur le qui-vive.

Certains agriculteurs craignent de cultiver leurs champs à proximité de la frontière, ce qui réduit la production alimentaire dans les comtés d'Ezo, de Tambura, de Nzara et de Yambio. Ces derniers ont connu des déplacements massifs de civils suite aux attaques de la LRA. En outre, les personnes anciennement enlevées par la LRA ne sont pas retournées dans leur village d'origine par peur d'autres enlèvements et attaques. Elles ont préféré s'installer dans les villes où les terres pour l'agriculture sont peu nombreuses, et ne disposent, par conséquent, d'aucune source de revenus.

Ouganda

La LRA est absente de l'Ouganda depuis de nombreuses années. Mais depuis que la violence a éclaté dans le Soudan du Sud en décembre 2013, l'Ouganda a ouvert de nouveaux camps de réfugiés dans les centres d'accueil d'Élégu et de Dzaipi, dans le district d'Adjumani. Quant aux habitants, ils craignent que les réfugiés ne soient en possession d'armes légères et de petit calibre.

Selon des rapports non confirmés, des réfugiés détenteurs d'armes à feu du Soudan du Sud s'installent par la force à Lading, dans le sous-comté d'Atiak, au sein du district d'Amuru, et harcèlent la population locale. Cette dernière aurait demandé de l'aide à leur Commissaire des résidents du district (RDC), James Navinson Kidega.

Les résidents affirment que les réfugiés sont principalement des Dinkas, qui comptent environ 300 à 500 personnes et qui se sont installés sur leurs terres il y a trois mois, après avoir fui leur foyer dans le Soudan du Sud.

Dans un cas similaire, les dirigeants Acholi ont appelé à la réconciliation entre l'Ouganda et d'autres pays touchés par la LRA. Le chef suprême Acholi, Rwot David Onen Acana II, et le membre du Parlement d'Amuru, Mme Betty Bigombe Atuku Oyella, ont présenté la semaine dernière leurs excuses aux victimes en RCA pour les atrocités commises par les rebelles de la LRA.

« Nous regrettons les actions de Kony dans les pays voisins et nous appelons à la coopération pour mettre fin à ces atrocités », a déclaré Mme Rwot Achana II. « Il n'y a aucune différence entre ce qu'il faisait dans le nord de l'Ouganda et ce qu'il vous fait subir ici. Nous espérons qu'il retrouve ses esprits et qu'il cesse ses activités, avec effet immédiat ».



Chaos en RCA



Des jeunes armés à Bangui, RCA

Soeur Angélique Namaika : Un joyau de la communauté

« Une vraie perle ». C'est ainsi que l'on décrit communément Soeur Angélique Namaika, qui depuis de nombreuses années, représente une source d'inspiration pour de nombreux enfants et de femmes en RDC. Issue d'une famille modeste de six frères et sœurs, c'est à 9 ans que Soeur Angélique s'inspire de l'une des sœurs laïques du district du Bas-Uélé qui portait secours aux personnes malades et faibles.



Soeur Angélique et de jeunes orphelins

Soeur Angélique entame ensuite sa formation professionnelle et étudie auprès des sœurs augustines du diocèse de Dungen-Doruma durant plusieurs années. En 1991, elle devient religieuse et prononce ses vœux perpétuels en 2000. Elle n'a jamais oublié celle qui l'a inspirée et souhaite toujours avoir un impact dans la vie des personnes faibles et vulnérables.

Soeur Angélique est devenue la responsable de la Dynamique Femme pour la Paix (branche féminine de la Commission diocésaine Justice et Paix). Elle a formé des femmes à des activités génératrices de revenus comme la fabrication du pain et amélioré leur niveau d'alphabétisation. Son travail a attiré l'attention de la communauté qui a commencé à lui amener de jeunes orphelins : des enfants qui

ont perdu leurs parents suite à une maladie, d'autres dont les parents étaient dans l'incapacité de s'occuper ou des victimes de la LRA. Soeur Angélique les a accueillis à bras ouverts. Et malgré ses ressources limitées, elle s'évertue à ce que chaque femme et les 33 enfants qui sont sous sa responsabilité aient à manger et un endroit sûr pour dormir.

Ces services rendus de manière désintéressée aux plus démunis lui ont valu de se voir décerner le prix « Nansen » de l'agence de l'ONU pour les réfugiés en 2013. Avec l'argent de son prix, elle a réussi à construire une petite boulangerie et à former des femmes à un certain nombre d'activités génératrices de revenus. Elle a également fait bénéficier de 20 hectares d'exploitation agricole à plus de 60 femmes anciennement déplacées dans les régions touchées par la LRA.

Soeur Angélique doit encore face à des défis. En raison de l'éloignement de la Province Orientale, province de la RDC où elle est basée, la religieuse manque des produits de base dont elle aurait besoin pour accomplir sa tâche, dont des médicaments et de la nourriture pour les enfants. Par ailleurs, Dungen ne possède pas d'hôpital pédiatrique. Elle recherche actuellement un soutien afin d'en créer un. Soeur Angélique est donc une vraie perle pour la communauté de Dungen.

L'ONU s'apprête à envoyer des casques bleus en RCA

L'ONU a promis d'instaurer une mission de maintien de la paix en RCA afin de répondre à une situation précaire et très dangereuse.

Le 10 avril 2014, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé le déploiement de 10 000 soldats et de 2 000 policiers pour constituer cette mission, connue sous le nom de MINUSCA. La mission devrait être pleinement opérationnelle d'ici mi-septembre 2014. Elle aura pour objectif de protéger les civils qui se trouvent sous la menace imminente de la violence et d'aider le gouvernement de transition en RCA.

La RCA a déjà accueilli plusieurs autres missions internationales. Installée en RCA depuis décembre 2013, la mission de maintien de la paix de l'Union Africaine, la MISCA, compte environ 6 000 soldats du Gabon, du Cameroun, du Congo Brazzaville, du Rwanda et de la RDC. Ces forces passeront probablement sous le commandement de la MINUSCA. Le Tchad s'est récemment retiré de la mission en raison de son impartialité. L'Union européenne dispose d'une force de 1 000 personnes à Bangui, et la France de son propre force de 2 000.

La situation montre peu de signes d'amélioration. Les milices chrétiennes et musulmanes se battent depuis plus d'un an. Des attaques de représailles et des massacres sont le lot quotidien. Presque l'ensemble du

pays est dépourvu de gouvernement, et les griefs locaux aggravent la situation.

Une partie du problème réside dans le fait qu'il n'existe pas d'appareil de sécurité nationale pour rétablir l'ordre et protéger les citoyens. En outre, la pauvreté endémique alimente la violence intercommunautaire.

La tâche de la MINUSCA sera peu aisée. Même si la mission réussit à être déployée d'ici septembre, on s'interroge toutefois sur sa capacité à avoir un véritable impact sur la paix et la stabilité. Dix mille soldats restent un nombre insuffisant pour sécuriser l'ensemble du pays. Les rebelles continueront probablement à contrôler les fiefs, et les civils resteront vulnérables aux attaques.

Pour les casques bleus, les mandats de protection des civils demeurent extrêmement difficiles à remplir. Toutefois, le succès de l'actuelle brigade d'intervention, qui fait partie de la mission ONU en RDC, permettra peut-être de redonner du courage au Département des opérations de maintien de la paix (DOMP). Si la MINUSCA veut atteindre l'un de ses objectifs, elle doit assurer la protection des civils de manière proactive, et ce dès le premier jour. Cela fera une forte impression aux rebelles de tout camp, qui comprendront que les violations des droits humains ne seront pas tolérées et seront arrêtées par la force, le cas échéant.

Il est essentiel que la MINUSCA dispose de ressources nécessaires et de bureaux de soutien pour



Le président de la France F. Hollande salue les forces françaises à Bangui



Les forces françaises en pleine patrouille à Bangui

s'acquitter efficacement de ses fonctions. Les contributions de l'armée et de la police sont indispensables, tout comme la capacité civile : des responsables politiques qui comprennent la situation sur le terrain, mais aussi des équipes spécialisées dans les droits humains et

l'État de droit, avec suffisamment de personnel pour rapporter les abus signalés. Seule une association d'interventions militaires et civiles fortes peut ramener la paix et aider le gouvernement de transition à reconstruire les institutions étatiques.

Les groupes de la LRA occupent de nouveaux territoires en RCA et reconstituent leurs forces en RDC

L'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a une capacité incroyable à s'adapter très rapidement à des situations changeantes. Le groupe a agi ainsi ces 28 dernières années, face au gouvernement de Museveni en Ouganda et aujourd'hui dans quatre pays.

La clé de la stratégie de la LRA repose dans le fait qu'elle opère dans les zones périphériques rurales où l'autorité de l'État est faible. L'absence d'une force militaire ou policière nationale professionnelle crée un vide en matière de sécurité, et l'administration de l'État est incapable de fournir des services de base. La LRA sait exactement comment utiliser à son avantage ces faiblesses, la porosité des frontières et l'insuffisance des infrastructures.

La RCA et la RDC illustrent clairement les environnements où la LRA a pu bénéficier d'une liberté relative de mouvement, attaquer des civils et reconstituer ses forces. Cela a démarré en 2005, lorsque les combattants de la LRA sont arrivés en RDC, se sont réarmés et ont commencé à former leurs troupes dans le Parc national de la Garamba.

Actuellement, en RCA, la LRA est active près de Sam Ouandja, une région célèbre pour ses diamants. Cette zone a été occupée par un groupe rebelle local appelé l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) de Michel Djotodia, l'ancien président de la RCA et chef de la Séléka. Avant de se départir de ses fonctions, celui-ci assurait être en contact direct avec les dirigeants de la LRA. Mais rien ne le prouve. Il est plus probable que Kony se soit dirigé vers la frontière avec le Tchad dans le but de trouver refuge dans un meilleur endroit pour lui et ses hauts commandants et de se réorganiser.

En RDC, la LRA adopterait d'autres tactiques, selon des rapports. Les groupes de la LRA poursuivent les enlèvements. Et si auparavant, les combattants avaient tendance à relâcher la plupart des personnes enlevées peu après s'en être servies pour le transport de marchandises volées, la LRA commence depuis peu à garder les jeunes hommes et les

femmes en captivité après leur enlèvement. Les rebelles pillent principalement des denrées alimentaires, des vêtements et des objets utiles, dont des piles et autres articles.

Beaucoup craignent que la montée des attaques en février et en mars n'indique que la LRA essaie de se regrouper et de reprendre des forces en RDC. Ainsi, dans le Bas-Uélé, les populations locales ont signalé la présence de deux nouveaux camps de la LRA, dans lesquels, selon des évadés, les combattants de la LRA s'adonnent au braconnage, à l'agriculture et à l'exploitation des ressources minérales telles que l'or et les diamants.

Ils tentent également de recruter de jeunes garçons et filles. Les produits alimentaires et non-alimentaires pillés comprennent des outils, des machettes, des haches, du riz, de la farine de manioc et de l'huile de palme. Autant d'indices qui prouvent que la LRA tente de reprendre des forces en RDC en recourant aux tactiques de guérilla.

La crise politique actuelle dans le Soudan du Sud et en RCA donnera à la LRA une grande opportunité de reconstituer ses forces. Si les groupes de la LRA en RDC et en RCA ne subissent pas de pression constante, les populations locales se réarmeront pour combler le vide en matière de sécurité en créant des groupes de défense locaux qui pourraient devenir eux-mêmes des forces négatives. Cette situation a failli arriver en Namibia, dans le district du Haut-Uélé, en RDC.

La LRA continue de poser une menace sérieuse pour les vies humaines et les moyens de subsistance de la RCA et de la RDC. La brutalité de la LRA, associée à d'autres facteurs de déstabilisation, aura un impact durable sur la région. Afin de minimiser la menace actuelle et assurer la sécurité à long terme des civils, le gouvernement, la société civile et les partenaires internationaux doivent trouver une solution autre que militaire, mais également renforcer les mécanismes locaux de protection et les systèmes de gouvernance capables de résoudre les conflits de façon pacifique.

Des dirigeants religieux et politiques des régions touchées par la LRA s'expriment

Suite de la page 1

Les dirigeants des régions touchées par la LRA soulignent également la nécessité de protéger les civils et de réintégrer au sein de leur communauté les personnes ayant survécu à la captivité. On a demandé aux dirigeants d'identifier ce qui a été fait et ce qui doit encore être fait dans leurs régions respectives.

En Ouganda, peu de choses ont été faites pour favoriser la réinsertion à long terme, selon l'évêque à la retraite M. Ochola. Les enfants qui avaient été faits captifs, en particulier les jeunes filles-mères, sont livrés à eux-mêmes, sans que personne ne les aide. Certains prisonniers de sexe masculin rentrés chez eux, notamment ceux de plus de 18 ans, sont enrôlés dans l'armée ougandaise.

En revanche, pour Ojara Martin Mpenduzi, président LCV du district de Gulu, de nombreuses choses ont été faites, dont la création d'écoles de formation professionnelle pour les personnes enlevées et d'autres initiatives financées par le Département britannique pour le Développement International (DFID) et le Programme de développement des Nations Unies (PNUD). En RDC, d'après Mgr Richard Domba, la Commission diocésaine Justice et Paix de Dungu (DJPC) a joué un rôle essentiel pour remédier au stress post-traumatique lié à la guerre, ainsi qu'à la réinsertion au sein de leur communauté d'anciens enfants enlevés.

Dans le Soudan du Sud, Mgr Samuel Peni dresse le même constat que son homologue ougandais. « Jusqu'à présent, nous avons parlé de la réinsertion des personnes ayant réussi à s'enfuir et des retournants, mais rien n'a été fait du tout. Beaucoup de gens sont arrivés. Ils ont perdu leurs biens, leurs terres dont ils se servaient pour la culture, et leurs moyens de subsistance. Même dans le soutien du stress post-traumatique, peu a été fait pour aider et atténuer le degré de traumatisme de ces personnes ayant réussi à s'enfuir ».

En RCA, des civils ont pris les armes pour se défendre eux-mêmes face à l'escalade de la violence et au manque de sécurité de l'État.

Concernant la réinsertion des personnes ayant réussi à s'enfuir de la LRA et la protection civile, les dirigeants politiques et religieux régionaux ont donné les recommandations suivantes à leur

gouvernement, à la communauté internationale, aux bailleurs de fonds et aux organisations non-gouvernementales internationales.

Les gouvernements devraient accorder la priorité à la participation et à l'implication des communautés dans le processus de réinsertion. Les enseignements tirés de l'expérience de l'Ouganda montrent que la communauté peut être d'une grande aide pour identifier, accueillir et conseiller les retournants.

Le gouvernement ougandais devrait retirer ses troupes du Soudan du Sud afin qu'il ne soit pas perçu comme partial dans les affaires de son voisin. L'Ouganda devrait seulement jouer un rôle d'arbitre et non soutenir un camp dans le conflit, ont indiqué les dirigeants.

Le gouvernement de Museveni devrait convenir d'une politique très claire pour les victimes et les survivants, les réparations et compensations pour ceux qui ont vraiment été affectés par ces guerres, ainsi que pour la réconciliation nationale entre les communautés qui ont été touchées.

La communauté internationale ne devrait pas mélanger les problèmes. L'insurrection de la LRA contre le gouvernement de l'Ouganda a entraîné de nombreuses pertes humaines et nombreux sont ceux qui y ont laissé leurs membres, leur vie, leurs biens et leurs proches. La communauté internationale devrait se manifester pour aider le gouvernement ougandais à mettre en place un plan détaillant la reprise et la reconstruction du nord de l'Ouganda d'une manière très holistique.

La communauté internationale devrait également permettre au gouvernement congolais d'offrir des possibilités de développement socio-économique durable dans la région affectée par la LRA.

Il est évident que les dirigeants locaux et les représentants des gouvernements régionaux doivent travailler ensemble et de concert pour réussir à mettre en œuvre des projets au niveau communautaire. Cela est particulièrement vrai pour les initiatives à caractère social telles que la réinsertion des anciens combattants dans la société mais aussi de manière plus large pour tous les programmes communautaires.

Entretien : Mgr Richard Domba du diocèse de Dungen-Doruma, RDC

Voix de la Paix : Bonjour, Votre Excellence.

Mgr Richard Domba : Bonjour.

VdP : Comment décririez-vous la situation actuelle dans votre pays ?

Mgr RD : Sur le plan macro-économique, le gouvernement congolais a réussi à stabiliser le taux d'inflation et à maintenir la croissance interne annuelle à plus de 8 %. Mais cela n'a pas encore amélioré la vie de la population congolaise. Par exemple, les salaires des fonctionnaires tels que les enseignants, les agents de l'administration locale, les infirmières et les médecins restent encore faibles. Les infrastructures telles que les routes, les hôpitaux et les écoles ont besoin d'être reconstruites. Le système de paiement par virement bancaire fonctionne bien, mais le gouvernement doit augmenter le nombre de succursales bancaires dans tout le pays. Le gouvernement congolais devrait renforcer la sécurité aux frontières, car elles sont actuellement poreuses, et cette situation entraîne beaucoup d'insécurité.

VdP : D'après vous, que devrait faire le gouvernement pour mettre fin aux activités de la LRA ?

Mgr RD : Le gouvernement doit comprendre que le phénomène de la LRA n'est pas complètement éradiqué et qu'il reste encore actif sur le sol congolais. On constate toutefois une diminution des atrocités de la LRA. Le groupe a considérablement réduit ses forces, mais il se livre au pillage sur les routes ou fait des descentes dans les villages, enlève des gens et tue parfois.

Les éleveurs Mbororo constituent également une menace pour la population. Ces pasteurs nomades ont détruit des champs et une partie de l'environnement de la population rurale. La communauté internationale a fait pression sur le gouvernement congolais pour qu'il les accepte sur le sol congolais car ce sont des réfugiés climatiques, comme elle les appelle. Mais, comment voulez-vous qu'ils coexistent pacifiquement avec la population locale alors qu'ils sont armés ? Les autorités nationales devraient recenser et installer tous les Mbororo dans des lieux inhabités du territoire congolais, car ils représentent une menace pour la sécurité de certaines communautés locales.

VdP : De nombreuses ONG internationales semblent avoir déserté les régions touchées par la LRA. Selon vous, quels sont les problèmes urgents qui doivent être pris en compte ?

Mgr RD : Les besoins sont énormes. La LRA est active, mais elle n'est pas aussi violente

qu'avant. Les Mbororo peuvent accentuer les souffrances de la population car la région n'est pas entièrement sécurisée. Il existe aussi un besoin urgent de réinsérer les réfugiés congolais qui se trouvent actuellement dans le Soudan du Sud. Sans oublier les problèmes posés par les personnes déplacées dans leur propre pays. Celles-ci ont besoin d'être soutenues dans leurs villages respectifs et ne doivent pas être abandonnées de manière brusque. Nous devons passer de mesures d'intervention d'urgence à des mesures de développement durable.

VdP : En termes de réinsertion des victimes de la LRA et de protection des civils, d'après vous, qu'est-ce qui a été fait et qui doit être fait ?

Mgr RD : Chaque organisation a sa propre philosophie et agit à sa façon. Certaines agences accompagnent les survivants et leurs familles, tandis que la Commission diocésaine Justice et Paix de Dungen (DJPC) a une autre philosophie, qui est celle du Centre Elikya, un centre de transit et de conseil. Son but est d'atténuer le traumatisme des survivants de la LRA et d'assurer leur réinsertion socio-économique dans leur famille et la société. D'autres groupes ont besoin de cette aide, mais il n'existe actuellement pas de financement pour le Centre Elikya et ses survivants de la LRA.

VdP : Concernant la réinsertion des survivants et la protection des civils, quels conseils donneriez-vous au gouvernement de la RDC et à la communauté internationale ?

Mgr RD : Le gouvernement congolais doit admettre la présence de la LRA dans la région malgré la baisse des atrocités. Il doit se joindre aux forces internationales pour protéger les civils, et la communauté internationale doit mobiliser ses forces pour capturer et poursuivre les dirigeants de la LRA. Les gouvernements des pays touchés (RDC, RCA, Soudan du Sud et Ouganda) doivent unir leurs forces pour éradiquer définitivement le phénomène de la LRA. La communauté nationale et internationale devrait aider les personnes déplacées à se réinstaller dans leurs maisons et villages respectifs.

VdP : Votre Éminence, souhaiteriez-vous ajouter quelque chose ?

Mgr RD : Le phénomène de la LRA trouble la paix comme je l'ai souligné plus tôt, et les Mbororo doivent être identifiés et installés dans des lieux inhabités.

VdP : Votre Éminence, je vous remercie d'avoir répondu à nos questions.

Mgr RD : Ce fût un plaisir.



Mgr Richard Domba du diocèse de Dungen-Doruma, en RDC

Vous souhaitez
partager des
informations ?
Contactez-nous.

En RCA :
eabodade@yahoo.fr

En RDC :
ernestsugule@yahoo.fr

Dans le Soudan du Sud:
Frkumbomark@yahoo.com

En Ouganda:
Arlpi.interfaith@gmail.com

À Londres:
ktumutegyereize@c-r.org

Dans notre
prochain
numéro : des
violations des
droits
humains
passées sous
silence dans
le Soudan du
Sud

Direction Kinshasa !

6^{ème} réunion du Taskforce régional de la société civile

Du 26 au 30 mai 2014, le Taskforce régional de la société civile tiendra sa 6^{ème} réunion annuelle à l'hôtel Invest de Press, à Kinshasa, en RDC. C'est un réseau composé de dirigeants religieux et culturels ainsi que de représentants d'ONG des quatre pays où sévit la LRA (RDC,

RCA, Soudan du Sud et Ouganda) qui se réunissent pour discuter du conflit, identifier les défis communs et travailler ensemble dans le but de trouver des approches communes qui apporteront une paix durable à la région transfrontalière.

À propos de la Voix de la Paix

La Voix de la Paix est un bulletin trimestriel qui a pour but de sensibiliser les communautés locales et les décideurs nationaux et internationaux aux graves défis auxquels font face les personnes vivant dans les zones touchées par l'Armée de résistance du Seigneur en RDC, en RCA, dans le Soudan du Sud et en Ouganda. Ce bulletin permet également aux acteurs de la société civile de partager leurs idées et d'influencer les politiques qui affectent directement leur vie.

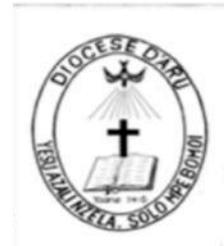
Il est rédigé et produit par des groupes de la société civile et des organisations non-gouvernementales locales, ainsi qu'avec le soutien de Conciliation Resources, une organisation indépendante spécialisée dans la construction de la paix et basée au Royaume-Uni.

Ceci et les éditions précédentes sont disponibles à

www.c-r.org/resources/voice-peace

Les organisations participantes sont les suivantes :

- Solidarité et Assistance Intégrale Aux Personnes Démunies (SAIPED), RDC
- Commission Diocésaine de Justice, Paix et Réconciliation, diocèse d'Aru (CDJPR - ARU), RDC
- Femme Action Plus (FAP), RCA
- Comité Interconfessionnel (ICC), Soudan du Sud
- Commission diocésaine Justice et Paix (CDJP), Gulu, Ouganda
- Initiative de paix des chefs religieux acholi (ARLPI), Ouganda



FEMME ACTION
PLUS (FAP)

